

Introduction au thème

Le Cameroun dans l'entre-deux

VOICI une décennie, *Politique africaine* parlait dans son numéro 22 du « réveil du Cameroun ». Le gouvernement de Paul Biya n'avait pas perdu de sa légitimité même si des doutes s'étaient installés (1).

« Demain est encore loin ! » (V. Bouadjio)

En juin 1986, l'intendance ne « suivait » déjà plus, mais peu d'observateurs se doutaient de la faillite financière et économique qui allait suivre... Le service de la dette correspondait déjà à quatre mois d'exportation, mais on estimait que celui-ci ne devrait « pas poser des problèmes insurmontables » en 1987 (2) ! Le développement agricole continuait à être anti-paysans (3) ! Et chacun se voyait la face sur une gestion prédatrice et inefficace des ressources. La redistribution allait bon train, accumulant ainsi des traites pour les générations futures. Le « problème anglophone » (voir l'article de Piet Konings) qui bouillonnait depuis les années 1970, s'exprimait encore *mezzo voce* sur des questions « techniques » comme l'éducation que la maladresse de certains avaient transformée en brûlot (4). Le pouvoir venait d'être marqué par la crise de succession. Rien ne sera plus comme avant dans l'organisation de la continuité du régime. Le rétablissement opéré avait surpris révélant l'habileté de l'hôte d'Etoudi qui se vérifiera de manière éclatante de 1990 à 1996 (voir l'article de Bigombe Logo et H.-L. Menthong).

Cette situation cachait cependant mal les cicatrices et les fractures. L'invention du politique découlant du « printemps camerounais » et de la rénovation permanente d'un nationalisme forgé dans une « guerre d'indépendance » non assumée a été remise dans les placards. La libéralisation politique entamée « à pas comptés » a

débouché sur un paysage politique de camps retranchés. Le bras de fer Sud-Sud de 1991, l'ajustement réel et monétaire à reculons, le conflit armé de Bakassi, l'« archipelisation » du territoire véritablement intégré comme l'étroussure de la base politique du régime posent quelques questions fondamentales pour l'avenir. L'État-nation communautaire à la nigériane qui s'esquisse (voir l'article de L. Sindjoun) peut-il prendre le relais d'une construction autoritaire républicaine qui n'a plus le carburant et l'adhésion nécessaires pour se poursuivre ? Le régime Biya peut-il continuer sa route sans se « rebrancher » sur l'intendance (voir l'article de Ph. Hugon).

La pérennité du régime surprend : où en sont les secrets ? L'atonie d'un appareil productif déçoit ceux qui attendaient beaucoup de la libéralisation économique : avait-on confondu entrepreneurs et « entrepreneurs » ? Ce qu'on qualifie de société civile un peu trop vite n'est qu'un espace public (L. Sindjoun), où s'affrontent des concurrents et des adversaires souvent manipulés. Des acteurs essentiels pour le devenir du pays comme les planteurs de café et de cacao sont plongés dans un marché international dont ils ignorent les règles. Ils supportent la centaine de partis politiques et les « traitants » sans intervenir directement sur un théâtre politique accaparé par les « élites » (voir l'article de P. Janin). La « résistance » inattendue du pouvoir a cependant usé très vite des leaders qui ont cru, en avril-octobre 1991, que le pouvoir était à ramasser.

Le changement et l'alternance espérés ne semblent pas être pour demain. En quête de nouvelles régulations politiques et sociales, hésitant à « réformer » institutions et règles du jeu économique pour introduire le marché, le pays se cherche. Au milieu du gué, il ne veut pas « repousser du pied la pirogue qui l'a aidé à traverser » tout en sachant qu'il ne peut revenir sur un passé bien révolu.

La désacralisation d'un pouvoir installé dans la durée : l'histoire politique d'une décennie florentine

En l'espace de dix ans (1986-1996), le Cameroun est passé d'un court printemps à un hiver qui ne semble pas connaître de terme

(1) J.-F. Bayart parlait de consolidation du pouvoir après l'épreuve d'avril 1984 in « La société politique camerounaise (1982-1986) », *Politique africaine*, 22, juin 1986, pp. 5-35.

(2) P. Dessouane, P. Verre, « Cameroun : du développement autocentré au national-libéralisme », *Politique africaine*, 22, juin 1986, pp. 111-119.

(3) G. Courade, « Des complexes qui coûtent cher : la priorité agro-industrielle dans l'agriculture camerounaise », *Politique africaine*, 14, juin 1984, pp. 75-91.

(4) G. et C. Courade, « L'école du Cameroun anglophone », pp. 505-544, in *La quête du savoir, essais pour une anthropologie de l'éducation camerounaise*, Montréal, Presses de l'université de Montréal, 1982.

évident. Un État aux pratiques mafieuses (5) relativise ou compromet la construction d'une société libérale et d'un État de droit et le peuple camerounais est partagé dans son rapport avec le président et son régime au ventre insatiable.

L'accession de Paul Biya au pouvoir le 6 novembre 1982 suite à la démission d'Ahmadou Ahidjo (1958-1982) constitue un moment fondateur dans l'histoire politique postcoloniale, non seulement parce qu'il s'agit d'une alternance sans coup d'État, mais aussi et surtout parce qu'elle marque le passage du témoin de la génération des années 1920 à celle des années 1930 (Paul Biya est né en 1933). L'élite de la nouvelle génération a connu les universités et les grandes écoles du Cameroun et des pays développés. L'accession au pouvoir de Paul Biya consacre donc l'arrivée des « longs crayons », expression populaire désignant les technocrates majoritairement issus du sud du pays, scolarisés de longue date.

A son arrivée au pouvoir, ce jeune président de 49 ans, « bardé de diplômés », bénéficie d'une immense popularité. Il a l'onction de son « illustre prédécesseur », et l'opinion publique le crédite de qualités de rigueur et de tolérance. Les crises d'août 1983 et d'avril 1984 ne font que renforcer sa légitimité. Elles sont en effet interprétées comme le combat d'un réformateur libéral contre un prédécesseur autocrate et passéiste. Chacun versait alors dans une « biyamanía » consensuelle, jusqu'à l'UPC (Union du peuple camerounais) clandestine parisienne. Le « discours du Renouveau » fut une formidable ressource politique dans la mesure où il s'est accompagné d'une décrispation relative de la société. Les premières élections concurrentielles eurent lieu au sein du parti unique en 1986 et furent reconduites lors des municipales de 1987 et des législatives de 1988. Posant les bases d'une démocratie électorale, elles rendaient possible le renouvellement relatif de l'appareil dirigeant et de l'Assemblée nationale. Ceci permit notamment le départ à la retraite de S. Tandeng Muna (président de l'Assemblée nationale de 1973 à 1988) ou de Th. Mayi Matip.

Les acteurs citoyens impatientes débordent très vite les initiatives présidentielles et tentent d'accélérer le processus de changement. La fréquence élevée des remaniements ministériels (une dizaine de cabinets entre le 21 novembre 1986 et le 21 juillet 1994) permet certes de capter et d'utiliser les élites dirigeantes, mais ne suffit plus à maîtriser la dynamique sociale.

Les années 1990-1991 mettent à l'épreuve le régime et lui enlèvent une bonne part de sa légitimité. Il subit plus qu'il ne maîtrise la contestation du monopole présidentiel de la formulation du

(5) J.-F. Bayart, « Conclusion », in *Itinéraires d'accumulation au Cameroun*, Paris, Karthala, 1993.

projet de société et ne peut retenir dans son giron de nombreux dignitaires comme John Ngu Foncha, Garga Haman Agji ou Jean Jacques Ekindi. Le deuxième moment critique du régime Biya (1991-1992) voit la « conférence nationale souveraine » s'affirmer comme une voie de sortie de la crise par l'opposition dite radicale (6). Se référant à un nationalisme de circonstance (que traduit la formule « le Cameroun, c'est le Cameroun » (7)) et valorisant la libéralisation politique au compte-goutte de la période monolithique, l'équipe dirigeante opte pour la procédure électorale pour reconfirmer sa légitimité : « Seules les urnes parleront ». Les élections (législatives de mars 1992, présidentielles d'octobre 1992 et municipales de janvier 1996) permettent au pouvoir de garder sa prééminence tout en concédant quelques miettes de celui-ci à une opposition divisée. Comme en avril 1984, lors de la tentative de coup d'État, l'armée est instrumentalisée pour rétablir l'ordre dans les sept provinces émeutières de l'ouest et du nord en 1991, ce qui permet la mise en œuvre des élections.

La continuité politique est restée au total assurée par une combinaison d'interventions : rhétorique libérale, répression et canalisation électorale de la contestation appuyées sur une action souterraine permanente et une maîtrise temporelle de l'ordre du jour démocratique. L'usage de la violence a contenu dans certaines limites les dissidences sans chercher à contrôler tout le territoire. En définitive, si l'ordre politique monolithique a disparu, « le haut » reste, dans une large mesure, la tour de contrôle de la société. Cette hégémonie s'est cependant accompagnée d'une dévalorisation du pouvoir. Multipartisme et ethnisme politique ont « vulgarisé » sa place dans la société.

Le temps de l'ethnie : l'élaboration des idéologies de mobilisation et d'affrontement

La dynamique politique au Cameroun, ces dix dernières années, a donné au symbolique un poids considérable dans lequel les médias ont joué un rôle de premier plan. Ainsi, lors de la crise de la libéralisation politique marquée par l'arrêt de toute activité en 1991 dans sept provinces sur dix, le président Paul Biya, utilisant la capitale politique comme symbole du pays, n'hésite pas à dire : « Tant que Yaoundé respire, le Cameroun vit ».

En dehors du huis clos gouvernemental, la politique est mar-

(6) L. Sindjoun, « Cameroun : le système politique face aux enjeux de la transition démocratique 1990-1993 », *Afrique politique*, Paris, Karthala, 1994.

(7) Voir M. Dieudonné Ebolo, « Natio-

nalisme gouvernemental et pressions extérieures dans le contexte de la démocratisation : le cas camerounais », *Polis, Revue camerounaise de science politique*, n° spécial, février 1996.

quée par la destruction des mythes fondateurs de l'État postcolonial tels que le parti unique, le père de la nation, etc. A cet égard, le procès Yondo Black de mars-avril 1990 parce qu'utilisé par le régime pour réprimer des atteintes à l'ordre monopartisan suscitant la première mobilisation citadine en faveur du multipartisme, révèle la ligne de démarcation entre forces « conservatrices » et « progressistes ». Le barreau camerounais affirme son indépendance et l'Église catholique prend ses distances avec la stratégie répressive du pouvoir en mai-juin 1990. Les morts du 26 mai 1990, suite à la création du SDF (Social Democratic Front) à Bamenda, activent la mise en accusation du régime Biya. La mobilisation populaire doualaise que suscite le procès Monga-Njawe en janvier 1991, suite à la publication par le journal *Le Messenger* d'une lettre ouverte de Célestin Monga à Paul Biya, est un temps fort de l'expression urbaine de la contestation et de la formation du discours qui l'accompagne.

Les villes et, notamment, les cités des sept provinces rebelles, sont au cœur de la virulence politique du « bas » lors de la grève générale de 1991 et des élections municipales de janvier 1996. Les années 1990-1991 et 1992 ont été dans les provinces infidèles des années de « manifestations illégales », d'« agitation sociale », d'affrontements contre les « forces de maintien de l'ordre », d'« attaques généralisées des édifices publics », de « casse », etc. (8).

En fait, la dynamique subversive du « bas » explique la popularité de John Fru Ndi, libraire « pidginophone », rival le plus sérieux de Paul Biya, dont le profil populiste s'oppose aux « longs crayons » de Yaoundé. De manière réductrice, le conflit politique semble opposer « la société du crayon et du bureau » à « la société de la débrouille et de la rue » qui parle cette langue véhiculaire frustrante qu'est le *pidgin-english*, teinté d'expressions anglaises dans sa version anglophone.

Si cette infra-société de la décennie 1986-1996 qui se gonfle des perdants de la migration, des recalés de l'école et des « comprimés » de la crise, est ponctuellement mobilisable, elle n'est toutefois pas homogène. Elle est structurée par des conflits ethniques latents illustrant une « cohabitation froide » entre les groupes sociaux et sérieusement activée par les milices et les associations. Elle se manipule aisément, cède aux émotions et aux violences et participe à des *happenings* meurtriers de voleurs ou de personnes désignées à la vindicte publique par les tenants du pouvoir comme de l'opposition.

Les affrontements violents entre Arabes Choa et Kotoko dans l'Extrême-Nord, entre Baya et Foulbé dans l'Adamaoua, entre 1990

(8) *Les droits de l'homme au Cameroun*. la République du Cameroun, Yaoundé, Livre blanc publié par le gouvernement de Imprimerie nationale, novembre 1993.

et 1992, pour modifier des rapports politiques inégaux précoloniaux, sont une autre facette de cette montée des enchères politiques à partir d'un ethnisme exacerbé. Les termes d'« autochtones », d'« allo-gènes » et de « minorités », apparus dans le contexte de libéralisation politique et consacrés par la constitution du 18 janvier 1996, ont mis fin à l'hypocrisie de l'égalité entre groupes socioculturels.

Les années 1990-1992 ont vu les villes de Douala et de Yaoundé fabriquer des mots d'ordre d'exclusion des allogènes tels que « *Go home... hors de nos terres. Bamenda-Bamiléké* », « ... *peuple Beti, nous les fiers guerriers de la forêt équatoriale, ensemble, levons-nous pour anéantir l'avancée impérialiste des Bamiléké car il y va de notre survie culturelle : chacun à sa place et nous sommes chez nous !* » (9).

En février 1996, suite à l'élection de quatre maires bamiléké dans les cinq communes urbaines de la ville de Douala, les chefs traditionnels sawa organisèrent une marche pour la « protection des minorités » et pour revendiquer les droits des autochtones sur la gestion communale.

C'est sur la base de la mobilisation identitaire que vont fleurir des associations comme Essingang, Laakam, l'Organisation de libération du peuple sawa, le Front de libération du peuple beti ou les groupes anglophones. L'ethnie, la région, le local ont de nouveau droit de cité si bien que la « société du frère et des terroirs » complique la dynamique des mutations politiques. L'ethnicisation des rapports sociaux — dimension non exclusive de la dynamique sociale — traverse désormais tous les champs : politique comme intellectuel, religieux comme économique. Dans une large mesure, elle se substitue à l'effort de dépassement des solidarités primaires que des intellectuels connus comme Mongo Beti ont essayé de promouvoir. Cette tendance est partiellement tempérée, par les logiques d'investissement dans l'au-delà, dans un islam plus sectaire, dans les églises chrétiennes et dans toute une série de sectes qui connaissent une grande expansion.

Des processus grippés de construction du territoire

L'espace de l'État-nation au Cameroun se desquame progressivement avec la crise et la décongélation politique. Les apparences l'ont desservi faisant croire à un espace régionalisable, à un réseau urbain équilibré et à une grande diversité, résumé de l'Afrique. Or, « le Cameroun est le Cameroun » au plan géopolitique et les « terroirs » des géographes ne sont pas les seuls lieux de construction des identités du politique.

(9) Lire *Le Cameroun éclaté*, Yaoundé, Editions C3, 1992.

Ce qui se voudrait « territoire national » a une étendue mesurée que notaires et greffiers de l'espace découpent, compartimentent en « unités administratives » sans faire disparaître flous et marges de l'adhésion à un projet national qui n'est rien d'autre que la pérennité d'un État postcolonial ayant peur de la dislocation. Ce bornage extérieur reste objet de litiges comme le montre le conflit trentenaire Cameroun/Nigeria le long des 1 200 kilomètres de lignes de partage des deux espaces étatiques pour des raisons qui ne sont pas que pétrolifères.

L'enseignement de la géographie participe à cette qualification du contenu par le contenant. Les géographes parlent de « région » alors que les bases de la cohérence et de l'homogénéité sont loin d'être établies. L'espace camerounais se prête à ce déterminisme et à ce glissement de sens. Les bases physiques (altitude, climat, réseau hydrographique) semblent conférer une « réalité » à des structures socioculturelles insaisissables ou floues ou à une influence des plus fragiles de villes en devenir.

L'effort de désignation des lieux et des découpages administratifs par des noms de caractère « national », s'il constitue une étape nécessaire à la mise en place d'une trame, ne crée pas, *ipso facto*, l'identification et la mémoire qui en font des espaces vécus, appropriés, non interchangeables. On ne cesse de confondre espace délimité et contrôlé partiellement et « territoire » ayant un sens commun pour l'ensemble des habitants.

L'histoire a vu le triomphe récent de la « raison géographique » sur la « raison démographique ». Le passage d'un espace-contenu à un territoire enfin national suit un cheminement avec de nombreuses étapes. Le greffier-État donne une représentation du territoire sur des cartes et dans les esprits des scolarisés. Il s'efforce de contrôler l'étendue ainsi délimitée par l'exercice de ses fonctions régaliennes sans être contesté. Il transforme nombre de potentialités en ressources, s'assure d'une redistribution de celles-ci et il construit une hiérarchie de lieux pour produire une citoyenneté et une citoyenneté dégagées des pesanteurs identitaires antérieures. Ce processus permanent s'étale sur la longue durée tout en connaissant régressions et pauses.

Le Cameroun n'est pas le triangle classique exclusivement orienté Nord-Sud qui vient immédiatement à l'esprit au vu de sa forme topographique. Le poids démographique de la Léké, des Grassfields et de l'Extrême-Nord déséquilibre cette représentation. Si l'on excepte certains *no man's land* servant de césure, de lieux de conflits ou d'espaces tolérés de décompression économique et les véritables axes formels et informels de communication (Douala-Yaoundé, Douala-Bafoussam ou Calabar-Limbé, etc.), on se trouve en présence d'archipels ou d'îlots séparés par des espaces dévitalisés, mais occupés. Certaines de ces terres faiblement contrôlées sont con-

voitées par des migrants (Moungo, Fako, Meme, Mbam, région de Guider, pied des Mandara ou Noun) avec des cohabitations plus que difficiles. En maintes régions, l'espace est compartimenté entre éleveurs et sédentaires (Grassfields, Middle Belt camerounais), complexes agro-industriels et réserves autochtones (pourtours du mont Cameroun, Moungo).

Si les *bandeirantes* camerounais ont créé des fronts pionniers, les contestations multiples et les tentatives hégémoniques ne poussent en aucune manière à une idéologie de la frontière agricole. Avec une génération d'existence, le Cameroun est un « vieux » pays dans son rapport au territoire et les différends s'y enlisent ou s'y enkystent pour resurgir plus tard comme une amibiase. La notion de dynamisme peut paraître dérisoire dans ce contexte dans lequel la société et non l'État rend circonspect l'individu voulant agir.

Y a-t-il des lieux d'intégration de ce puzzle fait de pièces mal assemblées qui leur donneraient un minimum de cohérence ? Doit-on créditer l'ordre administratif des cités de cette centralité qui ne se fonde trop souvent que sur l'exercice de prérogatives étatiques ? Les villes camerounaises participent du rassemblement de populations hétérogènes qui vivent côte à côte. Les centres urbains ne sont pas quant à eux le creuset d'une citoyenneté toujours en cours de définition. La décennie écoulée a vu la partition urbaine s'accroître.

La socialisation des citadins, et notamment celle des jeunes, est en panne. L'école a été le creuset de la nouvelle génération. Les « élites » ont pris en main l'avenir de territoires d'identification emboîtés sur lesquels elles jonglent et qui se situent en-deçà et au-delà de l'ethno-régionalisme. Les Camerounais ont découvert de nouveaux ferments d'unité qui n'appartiennent ni aux « genres de vie », ni à la « région géographique ». Le « pays bété » est un objet virtuel et la « zone anglophone » n'a aucune homogénéité géographique.

Une génération après l'indépendance, les produits de l'éducation anglaise universelle gratuite (10), mise en œuvre par l'État fédéré du Cameroun occidental, ont découvert un porte-drapeau commun : la lutte anglophone. L'école coloniale britannique touchait peu d'élèves (50 000 en 1957) et était payante. En 1952, il n'y avait que 31 étudiants pour toute la zone ! L'anglophonie (11) est donc devenue une catégorie du politique après avoir constitué un pseudo-ressourcement dans un héritage non légué par les colons

(10) Voir G. et C. Courade, « L'école du Cameroun anglophone », in *La quête du savoir, op. cit.*, p. 519

(11) Les frustrations sont aussi nées de la perte d'un État fédéré disposant de 12 000 fonctionnaires gérés à Buéa et de multiples

organismes d'État (de la Cameroon Bank à la West Cameroon Development Agency) constituant autant de débouchés pour une jeunesse éduquée et nombreuse sortant des lycées et collèges.

britanniques, mais reconstitué par les populations délaissées de la partie sud de ce territoire sous mandat en 1916. Au mépris des réalités de terroir et en dépit d'une culture « pidginophone », l'anglophonie est en passe de devenir un identifiant par-delà bien des conflits et des rivalités. Quoi de commun en effet entre les communautés kpé parquées et les grandes chefferies des Grassfields du Bamenda ? Quel lien réel entre Bakossi et métayers grassfields, devenus propriétaires de leurs terres et massacrés en 1967 ?

Impasses économiques, gagnants et perdants de l'ajustement monétaire : l'intendance peut-elle suivre ?

En moins d'une décennie, l'économie du Cameroun a vécu en accéléré les débuts de la crise économique, l'expérimentation à reculs des thérapeutiques d'ajustement et la dévaluation du FCFA de janvier 1994.

Si un régime à tendance mafieuse a succédé à l'État autoritaire d'Ahidjo à la faveur de la gestion de l'ouverture politique, les thérapeutiques néo-libérales n'ont pas débouché sur l'instauration d'un marché parfait ! Elles ont renforcé au contraire le poids de la petite minorité voyante des « grands mangeurs » au sommet ; elles ont paupérisé des classes moyennes (« élites ») qui ont organisé le repli vers le pré carré identitaire des « sans-voix » ; elles ont remis en selle les marchands promus « traitants » dans des filières agricoles d'exportation où les planteurs n'ont aucun moyen de négocier une transaction équitable ; elles ont aussi ouvert un boulevard à toutes sortes d'activités dites « informelles » : de la multiplication inconsidérée des activités de survie à la promotion de toutes formes d'activités illicites (contrebande, commerce de la drogue, etc.). C'est faute de mieux que beaucoup se tournent vers le micro-commerce ou les « services » de proximité.

Les planteurs supposés être « mécaniquement » les bénéficiaires de la dévaluation de janvier 1994 supportent « traitants » et taxation à l'exportation. Que les secteurs du bois et de la banane aient bénéficié de l'effet de la dévaluation ne doit pas nous masquer que les profits ont été engrangés prioritairement dans ces secteurs par les multinationales et les capitaux étrangers. Si la centaine de milliers de planteurs de coton a bénéficié d'une rémunération *relativement* plus importante que les autres, ils portaient de plus bas que les 800 000 cacaoiculteurs et caféiculteurs qui n'ont pas retrouvé une rémunération en pouvoir d'achat de leur travail équivalente à celle d'avant la chute des cours.

C'est la population des villes qui a payé le prix social de la

« purge libérale » après avoir bénéficié à plein du « syndrome hollandais » du début des années 1980. Les licenciements massifs consécutifs aux fermetures d'entreprises ou à leur restructuration ont ouvert le bal. Avec la crise des finances publiques, les retards de paiement des salaires et pensions se sont multipliés dans une fonction publique pléthorique avant que l'on ne touche aux avantages et aux niveaux de rémunération des agents civils de l'État (pouvoir d'achat souvent divisé par trois), les militaires, policiers et journalistes ayant un traitement plus favorable. La réduction des effectifs est en cours devant atteindre 150 000 après avoir culminé à plus de 200 000.

A la compression du pouvoir d'achat de ces classes moyennes d'éclosion récente, vient s'ajouter le chômage des diplômés qui n'étaient préparés qu'à occuper des fonctions dans l'appareil d'État. Le taux d'échec des migrations urbaines est tel qu'on assiste à un mouvement d'ampleur inconnue de repli provisoire ou définitif de nombre de néo-citadins vers les villages d'origine (12).

Une dégradation extrêmement rapide de la qualité des services sociaux accompagne le phénomène de « stabilisation de la demande ».

Tout ceci alimente la création d'une infra-société échappant de plus en plus aux réseaux de solidarité qui fonctionnent sur une logique de réciprocité de plus en plus stricte. Les « enfants délinquants de la rue » sont de plus en plus nombreux. Les adolescents sont les recrues toutes désignées des milices de divers partis et versent dans la délinquance. L'insécurité urbaine et rurale s'accroît avec la mise en place de services de sécurité, ce qui donne le sentiment que l'État n'exerce ses fonctions régaliennes qu'à certaines heures et sur certaines parties du territoire.

La gestion économique du Cameroun comparée à celle d'autres pays de la zone CFA traduit jusqu'à récemment désintérêt et laxisme, nationalisme d'une autre époque et totale insouciance à l'égard de l'équilibre des comptes. Les quelque 200 entreprises publiques et parapubliques employant 70 000 personnes affichaient un déficit de 35 milliards de FCFA en 1986 (13), alors qu'elles recevaient 70 milliards de subventions. Les rentrées fiscales ont diminué parce que les exonérations se sont multipliées, que la perception fiscale s'est « relâchée » et que les recettes pétrolières se sont effondrées en dix ans. Elles représentaient en 1984-1985, 350 milliards de FCFA contre 55 milliards de FCFA dévalués en 1994-1995. La production baisse (9 millions de tonnes en 1985 contre 6 en 1994), l'exploration a été découragée et les prix internationaux restent bas.

(12) Voir Gubry P. *et al.*, *Le retour au village*, Paris, L'Harmattan, 1996, 206 p.

(13) Cette partie a bénéficié d'informations récentes de responsables du secteur que nous remercions.

Les remèdes économiques, fiscaux, financiers et monétaires, qui s'appliquent avec lenteur, sont-ils en mesure de favoriser un retour de la croissance ou faudra-t-il plus d'une génération pour retrouver le PIB par tête de 1985 avec une croissance annuelle de la richesse d'au moins 5 % ? La situation n'a rien pour inciter à l'optimisme : échec des trois programmes d'ajustement négociés avec le FMI (1988-1989, 1991-1992, 1994-1995), liquidation et privatisation des entreprises d'État en panne, recettes fiscales absorbées par le service de la dette à l'heure où elles se redressent, système bancaire toujours à reconstruire malgré la restructuration/recapitalisation et les mesures d'assainissement de 1989-1992 (14), lenteur des réformes institutionnelles considérées comme indispensables. Du côté de la production, la dégradation de la qualité du cacao et du café camerounais exportés et un « secteur privé » toujours à la recherche de rentes légales restent des sujets de « préoccupation » aggravés par une corruption et un incivisme fiscal qui ont gangrené tout le corps social de haut en bas !

La manne pétrolière fait désormais partie des « mirages » des mangroves du Rio-del-Rey et les plantations familiales de cacao et de café, laissées pour compte pendant les années fastes, ne peuvent redevenir, par un coût de baguette magique, le moteur d'une croissance raisonnable. Comment rembourser enfin une dette publique intérieure de 1 650 milliards de FCFA et une dette extérieure supérieure à 4 500 milliards tout en relançant la machine économique ? Les recommandations des experts appelés au chevet du malade ne proposent que des catalogues de mesures contradictoires « politiquement irréalistes » qui traduisent leur impuissance. S'il ne s'agit pas d'une simple question de technique de « gouvernance », la solution n'est pas non plus dans le refus d'honorer une dette considérable, comme l'imaginent certains. Si réponse il y a cependant, elle ne peut venir que de l'intérieur et elle suppose qu'il y ait « un pilote dans l'avion » !

Le Cameroun dans l'entre-deux

L'horizon économique du Cameroun reste bouché tant que certains verrous et certaines modalités de régulation restent en vigueur. La continuité politique semble assurée à moyen terme avec une marge de manœuvre des plus réduites pour la mise en œuvre d'une relance économique. A l'impuissance des bailleurs de fonds et de leurs experts répondent l'incapacité de l'opposition à formuler une

(14) Le taux de recouvrement de 10 % de créances bancaires de plus de 600 milliards est révélateur de la difficulté du régime à

créer un corps d'incorruptibles dans l'appareil d'État.

autre politique et l'indécision d'un régime trop préoccupé par sa pérennisation. Les jacqueries des « sans-voix » et les violences ethnicistes risquent de faire partie du paysage politique du pays. Les fameuses élites qui assurent la médiation entre le haut et le bas vont-elles faire preuve de « dynamisme » pour inverser la crise de confiance qu'éprouvent les Camerounais à l'égard de leurs capacités à rebondir ou l'« élitisme » camerounais va-t-il s'indurer dans la quête identitaire dont on sait sur quoi elle a débouché ailleurs ? La société politique camerounaise reste fondamentalement une « droguée de la logique étatique », ce qui explique le retard qu'elle met à créer un véritable milieu associatif et syndical susceptible de créer une dynamique dans tous les domaines de la vie quotidienne. Peut-elle se débarrasser de l'emprise de cette « politique du ventre » dont elle constitue un prototype en Afrique alors qu'elle disposait, il n'y a pas si longtemps, d'un appareil administratif de qualité ? Si le pire n'est jamais certain, on peut dire que le Cameroun est à un carrefour de scénarios, certains catastrophiques, d'autres légèrement meilleurs. Tout dépend du temps que le pays mettra à en prendre conscience.

Pour le moment, la politique de conservation ou de conquête du pouvoir semble jouer le rôle d'opium. Depuis 1992, le Cameroun est entré dans un engrenage d'élections concurrentielles à transparence souvent contestée qui connaîtront leur point d'orgue en 1997 avec les élections législatives, présidentielles et, peut-être, sénatoriales et régionales. La diversification de la vie politique y gagnera certainement. Les conditions pour que l'alternance surgisse des urnes ne semblent toutefois pas réunies à court terme. Il est, par contre, certain que les prochaines échéances électorales présentent des risques pour la paix sociale comme pour la cohésion nationale, risques qui pourraient être minimisés par une démocratie électorale assimilée et bien gérée.

Georges Courade

ORSTOM/OCISCA, IEDES/Université de Paris I

Luc Sindjoun

GRAP/Université de Yaoundé 2